

Nicolas Sarkozy : « J'incarne une alternance forte pour les agriculteurs »

© 10/11/2016 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Baisse des cotisations sociales, réforme de la DPA, taxe carbone pour les produits importés : Nicolas Sarkozy veut mettre la priorité sur la compétitivité des exploitations agricoles. En exclusivité, l'ancien chef de l'Etat et candidat à la primaire de la droite et du centre a accordé une interview à Terre-net.fr pour détailler quelques points de son programme.

[La minute pour convaincre]

Pour les agriculteurs, **Nicolas Sarkozy** entend porter « la volonté d'une alternance forte » en faveur de la ruralité qui, selon lui, « est en train de mourir ».

Dans une interview exclusive accordée à Terre-net.fr, l'ancien chef de l'Etat et candidat à la primaire de la droite et du centre et à la **présidentielle 2017** a rappelé les grandes lignes de son action en faveur des agriculteurs. Des engagements qu'il compte tenir dès l'été 2017.

Dès juillet 2017, le candidat veut **baisser les cotisations sociales** des entreprises, et donc des exploitations agricoles, « dans un mouvement sans précédent », à hauteur de 34 Mds. En matière fiscale, Nicolas Sarkozy entend remplacer la **DPA** pour la remplacer par un dispositif général de **lissage des dettes et bénéfices** sur 5 ans, pour « toutes les exploitations agricoles ».

Elle aussi promise pour l'été 2017, une « loi d'abrogation générale de toute norme française supérieure à la moyenne européenne » permettra, selon lui, de revoir les normes et obligations qui pèsent sur les agriculteurs français, notamment en matière environnementale.

Le candidat veut une « **taxe carbone** aux frontières » sur les produits agricoles, pour ne pas imposer des règles aux producteurs et, dans le même temps, importer des produits qui ne respectent pas ces règles ».

Compétitivité des exploitations, normes, Pac et accords internationaux : les engagements de Nicolas Sarkozy

Sur le plan européen, Nicolas Sarkozy rappelle qu'il a « l'expérience des négociations de la Pac ». « Je n'accepterai pas le démantèlement de la Pac. » Préserver l'indépendance et la sécurité alimentaire européenne suppose, selon lui, deux priorités pour la prochaine réforme : la compétitivité des exploitations, et le soutien des territoires à fort handicap naturel.

Reste que, pour incarner cette alternance, l'ancien chef de l'Etat a besoin du soutien des agriculteurs. « J'ai l'énergie, j'ai la passion de la France. J'ai besoin de la passion des agriculteurs français derrière moi. »

Programmes agricoles, interviews, résultats de sondage auprès des agriculteurs Retrouvez toute l'information sur la primaire de la droite et du centre dans le [sommaire ci-dessous](#).